

<https://www.pressegauche.org/Pandemie-le-communautaire-demande-des-fonds-d-urgence-et-moins-de-zel>
[e](#)



Pandémie : le communautaire demande des fonds d'urgence et moins de zèle bureaucratique



- Communiqués -
Date de mise en ligne : vendredi 16 octobre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 16 oct. 2020 - Alors que la deuxième vague de Covid-19 est déjà difficile, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) demande au gouvernement de créer des fonds d'urgence pour tous les organismes et de mettre un terme au zèle bureaucratique.

« Beaucoup de commerces et d'entreprises ont fermé, des gens ont perdu leur emploi et se retrouvent dans des situations précaires et ça cogne de plus en plus fort à la porte des organismes communautaires, mais nous ne pouvons pas répondre à la demande. Pour avoir accès à un brin d'aide financière, le gouvernement exige toujours plus de paperasse, de performance et de rapports statistiques alors que nous tenons le filet social à bout de bras », explique Hugo Valiquette, porte-parole du RQ-ACA.

Plusieurs organismes n'ont reçu aucun soutien supplémentaire, en éducation par exemple, alors que d'autres ont dû renoncer à une aide financière dont ils avaient cruellement besoin, étant dans l'impossibilité de se conformer aux exigences bureaucratiques du gouvernement.

« Pendant la campagne électorale, le premier ministre François Legault s'est engagé à réduire la charge administrative des organismes communautaires et à mieux les soutenir. Voilà sa chance de réaliser sa promesse ! Le Québec ne peut pas prendre le risque que le tissu communautaire s'effrite, surtout pas en ce moment ! » lance Caroline Toupin, coordonnatrice du RQ-ACA.

Le communautaire fait un travail essentiel en temps de pandémie : aider les aînés.e.s à se procurer de la nourriture, soutenir les gens peu alphabétisés à comprendre les consignes de santé publique, accompagner les gens ayant perdu leur emploi pour avoir accès au soutien financier gouvernemental, défendre les droits des locataires afin d'éviter qu'ils perdent leur logement en pleine pandémie, soutenir les parents et les familles pour bien se protéger, par exemple dans le cas des gardes partagées.

« Pour ajouter l'injure à l'insulte, le gouvernement nous fait courir des risques inutiles en tenant mordicus à ce que les organismes tiennent les assemblées générales annuelles d'ici au 31 décembre pour maintenir leur financement de base. Quelle incohérence alors que les équipes sont épuisées, que l'exclusion numérique est très présente et que la Santé publique appelle la population à éviter tout rassemblement », conclut Mme Toupin.